



HAL
open science

Le Pakistan et l'Inde ” à qui perd gagne ”

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. Le Pakistan et l'Inde ” à qui perd gagne ”. Critique Internationale, 2002, 14, pp.12-28. 10.3917/crii.014.0007 . hal-01017585

HAL Id: hal-01017585

<https://sciencespo.hal.science/hal-01017585>

Submitted on 2 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Pakistan et l'Inde « à qui perd gagne »

par Christophe Jaffrelot

/' Afghanistan a toujours été une donnée importante des relations indo-pakistantaises.

Le soutien des Pakistanais aux Taliban s'expliquait d'abord par la volonté d'acquérir une certaine « profondeur stratégique » face à l'Inde. Quant aux gouvernants de New Delhi, ils se sont toujours montrés soucieux de voir un pouvoir ami (ou neutre) à Kaboul. Il est d'autant plus utile de se demander qui, de l'Inde ou du Pakistan, a le plus pâti ou profité des suites militaires de l'attentat du 11 septembre.

Retour en grâce du Pakistan de Moucharraf

Le Pakistan avait été progressivement mis au ban des nations à la fin des années quatre-vingt-dix. Les essais nucléaires du printemps 1998, qui faisaient suite à ceux de l'Inde, avaient conduit les États-Unis, mais aussi le Japon, à lui imposer de sévères sanctions. Les attentats contre les ambassades américaines de Dar es-Salam et Nairobi à l'été suivant, attribués à Oussama Ben Laden, avaient encore terni son image, puisqu'il était l'un des trois États ayant reconnu le régime des Taliban, protecteurs attirés du « milliardaire saoudien ». Enfin, le coup d'État militaire du général Moucharraf, le 12 octobre 1999, avait eu pour conséquence de nouvelles sanctions américaines et la suspension du Commonwealth.

Après le 11 septembre, le Pakistan a soudain été courtisé et choyé. C'était là le résultat de la stratégie déployée très tôt par Moucharraf, avec un grand sens politique : dès le 12 septembre, il assurait les États-Unis de sa « coopération sans restrictions dans le combat contre le terrorisme », au moment où ces derniers commençaient à considérer qu'ils ne pourraient pas mener leurs opérations en Afghanistan – tant pour démanteler les réseaux Ben Laden que pour mettre fin au régime des Taliban – sans le soutien du Pakistan, non seulement pour des raisons géopolitiques évidentes, mais aussi pour les informations qu'il détenait et le rôle d'intermédiaire qu'il pouvait assumer. Comme l'avait déjà fait le général Zia ul-Haq lors de l'invasion soviétique en Afghanistan, Moucharraf négociait aussitôt le prix de son soutien (ouverture de son espace aérien, renseignement et appui logistique) – en termes financiers, mais aussi politiques.

Le ballet diplomatique des semaines ayant suivi l'attentat a témoigné de ce retour en grâce : les Premiers ministres britannique et néerlandais, le Chancelier allemand, le Président turc, le Secrétaire d'État américain, les ministres des Affaires étrangères français, allemand et saoudien se sont succédé à Islamabad, Moucharraf faisant, quant à lui, une tournée passant par Téhéran, Istanbul, Paris, Londres et

New York, où l'ONU lui a offert sa tribune² et où on l'a vu, le 12 novembre, jubiler littéralement sous les projecteurs, aux côtés de George W. Bush avec lequel il rédigea un communiqué commun soulignant la force de l'amitié qui unissait les deux pays « depuis cinquante ans ».

À chaque étape de cette réintégration dans la « communauté internationale » – fiction utile en l'occurrence, car l'expression suggère qu'« on en est ou pas » –, il a rappelé le coût de la crise afghane pour son pays (que son ministre des Affaires étrangères a estimé à « un ou deux », puis à « trois ou quatre » milliards de dollars) dont l'économie était déjà très mal en point : le service de la dette extérieure du Pakistan (38 milliards de dollars) représente presque la moitié de son budget, alors que la croissance de l'économie (2,45 %) est comparable à celle de la population. Le pays vivait déjà sous perfusion avant la crise et, selon le FMI, il n'aurait pu honorer sa dette extérieure entre 2002 et 2004 sans une aide exceptionnelle de 2 milliards de dollars par an. Or les bailleurs de fonds internationaux étaient plutôt réticents, lui reprochant de ne pas s'astreindre à une véritable discipline budgétaire et de ne pas tenir ses engagements en matière de réformes de structure (notamment de privatisations).

Tout cela n'est plus de mise. Une bonne douzaine de rééchelonnements de dettes a déjà été négociée dans le cadre des Clubs de Paris et de Londres ; la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont procédé à une annulation de dette à hauteur, respectivement, de 20 millions de livres et de 14 millions d'euros ; le Canada a converti ses créances à hauteur de 282 millions de dollars en aide au développement, l'Allemagne a fait de même à hauteur de 51 millions d'euros. Les créanciers du Pakistan se sont d'ailleurs engagés, le 14 novembre, à combler le besoin de financement de 3,2 milliards de dollars pour l'année 2000-2001. Quant aux aides bilatérales, elles dépassent le milliard de dollars, les États-Unis venant en tête avec 673 millions. Au plan multilatéral, l'Union européenne, en plus de concessions commerciales aux exportations de textiles, a offert une aide de 50 millions d'euros qui pourrait être encore accrue en fonction du flux des réfugiés afghans. Et le FMI envisagerait l'application au Pakistan de la clause dite « FRPC » (facilités pour la réduction de la pauvreté et la croissance), programme co-piloté avec la Banque mondiale, auquel il n'aurait pas normalement droit, ne faisant pas partie des pays les plus pauvres. Ces aides ont été consenties sans conditions : les réformes de structure sont oubliées.

Les sanctions imposées au Pakistan par les États-Unis sont aussi en voie d'être levées. Celles prises à propos du nucléaire (amendements Symington de 1978, Pressler de 1990, Glenn de 1998) le sont déjà : le Pakistan peut donc à nouveau recevoir certaines aides économiques des États-Unis et y acheter des armes. Les sanctions liées au coup d'État militaire ont aussi été reconsidérées à la suite de la visite à Islamabad d'une délégation militaire du Pentagone et d'un débat express

au Sénat, au cours duquel il fallut bien décerner un certificat de démocratie au Pakistan. La levée de ces sanctions, pour laquelle le Président peut se passer de l'avis du Congrès, au moins provisoirement, permettra notamment au Pakistan d'envoyer des soldats se former aux États-Unis. Lors de sa visite à Islamabad à la mi-octobre, Colin Powell a d'ailleurs assuré Moucharraff de la volonté américaine de reprendre cette forme de collaboration militaire, y voyant sans doute une façon, à terme, de détourner les officiers de la tentation islamiste.

Les conditionnalités qui pesaient sur le régime ont ainsi été purement et simplement mises entre parenthèses. Alors que Moucharraff s'était lui-même engagé à tenir des élections en 2002, les Américains n'ont pas fait du respect de cet engagement une condition de leur aide, ce qui aurait redonné un peu d'espoir à une intelligentsia prise en étau entre le pouvoir militaire et les agitateurs islamistes. Le général-président a profité des circonstances pour annoncer, le 13 novembre, qu'il resterait en poste quel que soit le résultat du scrutin, sans susciter la moindre réaction de ses bailleurs de fonds. Bref, plus encore que le Pakistan, c'est le général Moucharraff qui fait son grand retour sur la scène internationale. Le magazine *Newsweek* poussait ainsi récemment un soupir de soulagement : « Il vaut peut-être mieux que le Pakistan soit une dictature amie plutôt qu'une démocratie hostile »³.

Un double jeu peut en cacher un autre, ou comment les États-Unis n'ont pas empêché la chute de Kaboul

Non content de revenir en grâce sur la scène internationale, le Pakistan a cherché, au début de la crise, à garder le contact avec sa base arrière afghane. Il est probable que certains dirigeants pakistanais, voire Moucharraff lui-même, dont on connaît le goût pour les coups de poker, aient cherché, au début, à jouer sur les deux tableaux, c'est-à-dire à tirer tous les bénéfices d'une collaboration avec la coalition antiterroriste tout en gardant le contact avec les amis d'hier en attendant que l'orage passe. Moucharraff n'avait-il pas entretenu des liens étroits avec les organisations paramilitaires des mouvements islamistes ? En 1999, lors de la guerre de Kargil, au Cachemire indien, l'armée dont il était le chef avait agi de concert avec les moudjahidin (que les Indiens, eux, appellent mercenaires). Cette démarche s'inscrivait dans une stratégie qui fait depuis longtemps l'objet d'un consensus au sein de l'*establishment* civil et militaire du Pakistan : l'utilisation de ces corps de militants au service de sa politique régionale. C'est dans cette perspective que les Taliban avaient été soutenus à leurs débuts, au milieu des années quatre-vingt-dix, pour obtenir la fameuse « profondeur stratégique ».

Bien sûr, après le 11 septembre, Moucharraff et son armée ne pouvaient plus espérer garder le lien privilégié avec l'Afghanistan que leur assuraient les Taliban, mais certains officiers ne s'y résignaient pas facilement⁴ et, surtout, tous escomptaient placer des « Taliban modérés » dans un gouvernement d'union nationale qui

aurait ainsi échappé à la mainmise de son vieil ennemi, l'Alliance du Nord.

Les États-Unis ont longtemps donné l'impression qu'ils étaient réceptifs à cette exigence et qu'ils entretenaient une relation franche avec Moucharraf. Le 12 novembre, le président Bush, en sa présence, avait demandé aux forces du Nord de ne pas entrer dans Kaboul, quitte à la contourner pour poursuivre leur avancée. Le lendemain, la ville tombait pourtant aux mains des partisans de feu le commandant Massoud, et les téléspectateurs pakistanais découvraient que, sur le terrain, les forces spéciales américaines conseillaient les combattants sur la meilleure manière d'y parvenir. Le dépit du Pakistan était d'autant plus grand qu'au même moment les États-Unis ne soutenaient pas ses efforts pour faire émerger une représentation pachtoune à substituer aux Taliban dans le dispositif politique futur : le Pir Sayed Ahmad Gailani, en qui Islamabad voyait une carte précieuse, ne fut pas pris en considération par les Américains. Tout se passait comme si ces derniers, derrière leurs bonnes paroles adressées à Moucharraf, ne l'entendaient pas, voire se méfiaient de lui⁵. Les Pakistanais ont-ils trouvé leurs maîtres dans l'art du double langage, ou bien les propos rassurants de Bush – sur la prise de Kaboul notamment – étaient-ils tout simplement en décalage avec la politique du Pentagone, qui voulait des signes tangibles de victoire sur le terrain et qui a donc soutenu l'Alliance du Nord de façon plus déterminée ? Toujours est-il que les Pakistanais ont vécu la chute de Kaboul comme une trahison américaine : les États-Unis les auraient utilisés, comme dans les années quatre-vingt lorsqu'ils avaient eu besoin d'eux pour repousser les Soviétiques, avant de se désintéresser de leurs problèmes – et notamment de la question des réfugiés afghans. De fait, ils se sont montrés beaucoup moins conciliants dès lors qu'ils ont pris pied en Afghanistan et n'ont plus eu autant besoin des bases militaires pakistanaises.

Avec le départ des Taliban de Kaboul, le Pakistan a perdu sa fameuse « profondeur stratégique » en Afghanistan. C'est l'échec de toute une politique, mise en œuvre par Zia puis poursuivie par ses successeurs. Certains diront que cet échec se profilait déjà à l'horizon depuis que les Taliban étaient passés sous l'influence des « Arabes » et de Ben Laden, réduisant d'autant l'emprise des Pakistanais sur un mouvement qu'ils avaient largement créé. Leur incapacité à dissuader les Taliban de détruire les Bouddhas de Bamyan avait témoigné à la fois de cette perte de contrôle et de la radicalisation des Taliban qui en était la cause. Mais, même si ces derniers s'émancipaient de la tutelle pakistanaise – à la faveur notamment de leurs victoires militaires sur l'Alliance du Nord –, ils restaient des alliés utiles. La chute de Kaboul a rendu le pouvoir aux ennemis des Pakistanais dans la région. Dès lors que l'issue militaire est advenue avant l'émergence d'une solution politique, leur capacité à peser sur les négociations concernant la formation du gouvernement afghan est fortement entamée. La conférence inter-afghane qui s'est tenue à Bonn en novembre ne comportait qu'une délégation susceptible *a priori* de défendre les

intérêts pakistanais, celle de Gailani, qui n'a obtenu que trois portefeuilles ministériels au sein du gouvernement provisoire.

La montée des périls intérieurs

La « perte » de l'Afghanistan fragilise la position de Moucharraf dans son pays, sans pour autant le rendre particulièrement vulnérable. Les militaires et les islamistes sont souvent présentés comme les principales menaces qui pèsent sur lui. S'agissant des premiers, Moucharraf a pris soin de remplacer les officiers d'état-major hostiles à sa politique et de consulter tous les officiers qui comptent, ceux dont il ne se veut, finalement, que le *primus inter pares*. Cette démarche très collégiale lui a permis de faire endosser sa politique par ceux qui, au sommet de l'armée, partagent son « kémalisme ». Les officiers de rang intermédiaire sont plus sensibles aux thèses islamistes mais l'éventualité d'un putsch de militaires islamistes dépend largement d'une véritable montée en puissance des mouvements islamistes eux-mêmes.

Moucharraf a pris ses distances avec eux en rompant avec les Taliban puis en faisant arrêter des leaders particulièrement virulents, comme le Maulana Fazlur Rehman, chef de la Jamiat Ulema-i-Islam, un des partis les plus proches des Taliban, et Qazi Hussain Ahmed, le chef de la Jama'at-i-Islami. En s'aliénant les islamistes, Moucharraf perd l'appui de ceux qui contribuaient à mettre en œuvre la politique régionale du Pakistan, notamment au Cachemire. À plus court terme, il exacerbe une opposition susceptible de menacer son régime. Il est toutefois probable que les partis islamiques n'ont pas une capacité de mobilisation suffisante pour cela en raison de leurs divisions et de l'effet dévastateur de la déroute militaire des Taliban : la démoralisation des islamistes pakistanais est telle que Moucharraf pourrait en profiter pour les mettre au pas, notamment en réformant les *madrassa*.

En réalité, les risques de déstabilisation pourraient venir des zones tribales et de la North West Frontier Province (NWFP), les régions frontalières de l'Afghanistan où les Pachtounes forment une majorité de la population et où le fondamentalisme sunnite est particulièrement bien implanté. Dans cette zone, le nationalisme pachtoune, incarné depuis la naissance du Pakistan par le parti « Awami », s'est doublé d'un islamisme de plus en plus virulent à mesure que les Taliban affirmaient leur autorité de l'autre côté de la frontière. La talibanisation de la NWFP s'est notamment traduite par la création du TSNM (Tariki Nefazi Sharia Mohammedi, que l'on peut traduire par Mouvement pour l'imposition de la charia de Mahomet) dont beaucoup de militants ont passé la frontière pour prêter main-forte aux Taliban dès le début des frappes anglo-américaines. Pachtounes pakistanais et afghans se sont retrouvés sur le terrain d'un nationalisme ethnique fortement teinté d'islamisme.

Les Pachtounes du Pakistan risquent de se mobiliser et de mettre Moucharraf en difficulté en considérant qu'il a sacrifié les intérêts pachtounes sur l'autel de la

coalition antiterroriste. Ils lui poseront sans doute un problème lorsque les combattants du TSNM et les Taliban en déroute se replieront sur la NWFP. C'est en vain que Moucharraf a cherché à boucler la frontière, les mécontentant plus encore. Ces groupes sont susceptibles d'imposer leur loi dans la région, minant ainsi l'autorité de l'État. La défaite ayant conduit, en deux mois de guerre seulement, à la chute de Kandahar a toutefois beaucoup affecté les Pachtounes du Pakistan ; d'autant que nombre d'entre eux ont péri au combat alors que les Taliban rendaient les armes ou passaient à l'ennemi. La conjoncture est propice, là aussi, à des mesures de répression qui libéreraient Moucharraf d'une menace. Le régime a pris cette direction en novembre en condamnant à trois ans de prison le chef de la TSNM.

La perte de la profondeur stratégique aurait été plus facile à gérer pour Moucharraf si elle s'était accompagnée d'avancées substantielles sur le Cachemire, l'enjeu premier de la rivalité indo-pakistanaise. Moucharraf avait d'ailleurs inscrit le Cachemire, au début de la guerre, sur la liste des « conditions » qu'il avait posées aux États-Unis en échange de son soutien : il souhaitait visiblement que Washington s'engage à jouer les intermédiaires avec l'Inde sur cette question. Naturellement, l'attitude indienne constituait à cet égard une variable décisive.

L'Inde, vainqueur de fond ?

Du côté indien, les attentats du 11 septembre sont immédiatement apparus comme une aubaine : la première puissance mondiale était victime du « terrorisme islamique » dont New Delhi dénonçait les agissements au Cachemire depuis dix ans sans jamais être entendue. Les Indiens se sont empressés de proposer un appui logistique aux Américains et de leur fournir des listes de groupes islamistes et des cartes montrant leurs camps d'entraînement, en particulier au Pakistan. L'Inde et les États-Unis étaient engagés depuis la fin des années quatre-vingt-dix dans un processus de rapprochement diplomatique que ce nouvel épisode était appelé à consolider. Certes, l'Inde avait été soumise, avant même le Pakistan, à des sanctions américaines à la suite de ses essais nucléaires de 1998, mais le dialogue amorcé à ce moment-là entre les deux pays avait paradoxalement conduit les États-Unis à voir en elle un pôle de stabilité en Asie et un contrepoids à la Chine, surtout depuis qu'elle s'était prononcée en faveur du programme américain de défense antimissile.

C'est dire l'ampleur de sa déconvenue lorsque les États-Unis refusèrent poliment ses offres de service pour leur préférer celles du Pakistan. Sous le choc, le gouvernement indien se drapa dans un discours moral : la vertu et les sacrifices n'étaient pas payés de retour alors que l'on récompensait le vice puisqu'on déroulait le tapis rouge devant ceux-là mêmes qui avaient soutenu les Taliban. Pire, la sécurité de l'Inde se trouvait fragilisée, puisque le Pakistan pouvait désormais se fournir en armes aux États-Unis et espérer que ces derniers rouvriraient le dossier cachemiri. Colin Powell, lors de sa visite à Islamabad, n'avait-il pas présenté le

problème du Cachemire comme un aspect central des relations entre l'Inde et le Pakistan ? Il répondait ainsi au souhait de Moucharraf – et des Pakistanais en général – d'internationaliser la question du Cachemire, en tout cas de la mettre sur la place publique, tandis que l'Inde estime qu'elle doit être traitée de façon bilatérale, comme le précisait les accords de Shimla consécutifs à la troisième guerre indo-pakistanaise de 1971.

La réaction de l'Inde aux propos de Colin Powell fut double : elle allongea la portée de ses rituels tirs d'artillerie au Cachemire, de manière à frapper plus profondément de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu, et elle exigea une clarification de la part du Secrétaire d'État américain, qui révisa aussitôt sa formulation et écarta l'idée d'une médiation américaine au Cachemire : le dossier se refermait aussi vite qu'il avait été ouvert. L'Inde s'efforça de pousser son avantage en exigeant des Américains qu'ils inscrivent sur la liste des organisations terroristes étrangères dressée au lendemain du 11 septembre plusieurs groupes islamistes actifs au Cachemire (seul Harkat-ul-Mujahidin y avait figuré d'emblée). Elle formula cette demande à la suite d'un attentat qui, le 1^{er} octobre, avait fait 37 morts à Srinagar. Cette action avait été revendiquée par Jaish-i-Mohammed, un mouvement basé au Pakistan que l'Inde voulait voir figurer sur la liste en question, tout comme Lashkar-i-Taiba (l'Armée des Purs). Les États-Unis acceptèrent de considérer cette demande, tout en prenant leur temps. La Grande-Bretagne, a quant à elle, dans le cadre de la toute récente loi antiterroriste, décidé d'interdire Lashkar-i-Taiba sur son territoire et de geler ses avoirs.

À terme, l'Inde devrait réussir à faire valoir sa position de victime du terrorisme islamique et se trouver ainsi cooptée par le camp occidental (après avoir bénéficié, au même titre que le Pakistan, de la levée des sanctions américaines et japonaises liées à ses essais nucléaires). La crise afghane n'aura été qu'un accroc dans le rapprochement indo-américain fondé avant tout sur la stabilité qu'offre l'Inde par comparaison à un Pakistan fauteur de troubles.

Cette image flatteuse est cependant fragile et risque de se trouver écornée lors de la campagne électorale qui commence en Uttar Pradesh, le plus grand État de l'Union indienne dont les habitants sont appelés à renouveler l'assemblée en février-mars 2002. Il s'agit d'un des derniers États à être encore dirigés par le Bharatiya Janata Party, le parti nationaliste hindou au pouvoir à New Delhi. La tentation est donc grande pour les leaders de ce parti de revenir aux slogans de l'hindouisme militant pour remobiliser un électorat désenchanté. Le contexte est propice. Les attentats du 11 septembre et celui de Srinagar ont réactivé la xénophobie anti-musulmane, surtout en Uttar Pradesh où les musulmans représentent 20 % de la population, contre 12 % dans l'ensemble de l'Inde. Une campagne électorale marquée par de graves émeutes intercommunautaires pourrait ternir l'image de l'Inde comme ce fut le cas il y a dix ans.

À plus court terme, l'Inde joue sa carte diplomatique en Afghanistan. Elle milite pour que le prochain gouvernement de Kaboul fasse la part belle à l'Alliance du Nord qu'elle a soutenue dans la guerre, et surtout pour que le Pakistan perde toute influence dans ce pays. Elle peut compter sur l'appui des Russes, et peut-être des Iraniens, dans cette démarche, mais c'est l'attitude américaine qui sera décisive.

Les déconvenues du Pakistan font-elles les victoires de l'Inde – et vice versa ? En partie seulement. Il est certain qu'en Afghanistan, l'Inde percevra comme une victoire la formation d'un gouvernement hostile au Pakistan – ou même neutre à son endroit – et réciproquement. Mais d'autres domaines peuvent réserver des surprises. Ainsi l'Inde vit comme une défaite diplomatique le retour du Pakistan au premier plan de la scène internationale, mais elle peut sans doute attendre son heure avec sérénité, car les grandes puissances surveilleront le Pakistan dans lequel elles voient non seulement un foyer de l'islamisme international mais aussi, potentiellement, un vecteur de prolifération nucléaire⁶. Surtout, les *deux* pays peuvent sortir « gagnants » de cette crise sur le dos des islamistes. Moucharraf peut en effet saisir l'occasion de la défaite des Taliban pour rompre avec ses alliés jihadistes d'hier dont le moral est au plus bas. Il peut, pour cela, s'appuyer sur les principaux partis et, en tous cas, sur une classe moyenne inquiète de la montée en puissance des mollahs. À New York, Moucharraf en a appelé à cette « majorité silencieuse » qui considérerait que les mosquées ont été abandonnées « à des obscurantistes et à des sectaires »⁷. Ira-t-il jusqu'au bout de cette logique qui passerait par une phase de répression, notamment pour désarmer les *madrassa* ?

Certains développements pourraient par contre s'exercer aux dépens à la fois du Pakistan et de l'Inde. Ce serait le cas si des groupes islamistes basés dans la NWFP ou ailleurs parvenaient à ébranler l'État pakistanais et à relancer le jihad au Cachemire. Seule la collaboration des deux pays pourrait sans doute alors faire face à la situation, mais auraient-ils conscience de leurs intérêts communs ? ■

L'Asie centrale et le jeu russe

par Olivier Roy

Lorsque les Américains sont arrivés en Ouzbékistan pour établir une base arrière afin de mener campagne en Afghanistan, ils n'entraient pas en territoire inconnu. L'engagement américain s'était concrétisé dès 1994, trois ans après la dissolution de l'URSS. Le projet dit « Partenariat pour la paix » de coopération militaire

-
1. Nous remercions Patrick Allard et Romain Bertrand de leur concours précieux.
 2. Le retour en grâce du Pakistan à l'ONU s'était manifesté peu avant, à travers une déclaration commune de cinquante-quatre pays asiatiques selon laquelle ce pays devrait occuper un siège au Conseil de sécurité lors de la prochaine rotation des membres non permanents, en 2003.
 3. Cité dans R. Fisk, « Farewell to democracy in Pakistan », *The Independent*, 26 octobre 2001.
 4. Un épisode significatif mérite d'être relaté ici. Le 16 septembre, Moucharraf envoya auprès du Mollah Omar une délégation chargée d'obtenir la reddition de Ben Laden. Cette délégation comprenait le général Mahmoud, directeur des services secrets (ISI), et le Mufti Nizamuddin Shamzai, chef de la principale *madrassa* pakistanaise d'obédience deobandi, Binori Town (Karachi), un proche de Ben Laden au point qu'il avait été invité au mariage de son fils. Or cet homme, loin d'appeler le Mollah Omar – qu'il fut sans doute l'un des derniers visiteurs pakistanaï à rencontrer – à livrer Ben Laden, le conforte dans son anti-américanisme, un sentiment dont il se fit d'ailleurs l'écho lui-même une semaine plus tard en exhortant les musulmans à mener le jihad contre les États-Unis en cas d'attaque contre l'Afghanistan (S. Hussain, « Clerics violated official brief during visit to Afghanistan », *The Friday Times*, 7 octobre 2001).
 5. Voir l'excellente analyse d'Ahmed Rashid, « Post-Taliban order is a source of concern for Pakistan », <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav101901a.shtml>
 6. La guerre d'Afghanistan a été l'occasion, pour les Américains, d'interroger trois anciens ingénieurs du centre atomique de Kahuta soupçonnés d'avoir transmis des matériaux fissiles – ou des technologies sensibles dans ce domaine – aux Taliban. Ce centre a reçu la visite de dignitaires arabes à plusieurs reprises et les Nord-Coréens qui ont livré aux Pakistanais un savoir-faire dans le domaine balistique auraient pu, en échange, obtenir des informations ou des matériaux fissiles.
 7. *Dawn*, 13 novembre 2001.
 8. Voir Oliver Roy, « Caspienne : une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie », *Critique internationale* n° 8, juillet 2000.